

**ARRÊTÉ DE VOIRIE
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
RUE DU MARECHAL LECLERC**

LE MAIRE DE FRANQUEVILLE SAINT PIERRE

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

- La loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2 et suivants, L 2213-1 et suivants ;
- Le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 et suivants ;
- Le Code de la Voirie Routière et notamment son article L113-2 ;
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU la demande présentée par l'entreprise POSTEL Déménagements, sise 7 Chemin de la Voûte à Grand Quevilly (76120), en date du 08/04//2024, sollicitant l'autorisation de stationnement d'un poids lourd de 20m3 rue du Maréchal Leclerc au droit du n°733 rue de la République à Franqueville-Saint-Pierre, en vue d'un déménagement chez Monsieur DELARUE ;

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le stationnement temporaire d'un camion poids lourd de 20 m3 est autorisé au droit du n°733 rue de la République côté rue du Maréchal Leclerc à Franqueville-Saint-Pierre, le 22 avril 2024 de 07h00 à 12h00, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

Pendant cette période et en fonction des besoins du chantier, le stationnement au droit du n°108 Sente des Rouges Terres sera strictement réservé au profit d'un camion poids lourd de 20m3 de l'entreprise POSTEL DEMENAGEMENTS. Celle-ci devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers.

La circulation des véhicules sera réduite le temps de l'intervention de l'entreprise.

Un cheminement piéton banalisé et sécurisé devra être mis en place par l'entreprise.

L'entreprise veillera à maintenir libre la voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours.

Les lieux devront être restitués en parfait état de propreté.

En cas de détériorations, les frais de remise en état seront à la charge du pétitionnaire.

Article 3 - Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra signaler son occupation conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son I-8^{ème} partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié. Il devra également aviser les riverains des restrictions apportées à la circulation et au stationnement dans la rue ou place précitée.

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1, et suivants. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements. Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêter de circulation.

Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie **le 22 avril 2024 de 07h00 à 12h00**. Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande, le renouvellement du permis de stationnement ne pouvant se faire que sur demande expresse du pétitionnaire.

Le permis de stationnement pourra être rapporté à tout moment par les forces de l'ordre s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies du fait d'évènements majeurs.

Article 7 - Recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Franqueville Saint Pierre, le 09 avril 2024.

Le Maire
Bruno GUILBERT



Diffusion

Entreprise POSTEL DEMENAGEMENTS
Gendarmerie de Boos
Police Municipale
Services Techniques Municipaux